



UNION EUROPÉENNE



## Demande de subvention pour des investissements dans le secteur du vin (Dispositif viti-vinicole de l'OCM 2008-2013)

Décret n°XXXXXXXXX définissant les modalités de mise en œuvre des mesures retenues au titre du plan national d'aide au secteur vitivinicole financé par les enveloppes nationales définies par le règlement (CE) n°1234/2007 du Conseil

Ce formulaire de demande d'aide est composé de deux parties distinctes (Partie n°1 - enregistrement de la demande / Partie n°2 - complétude de la demande). Une fois chacune de ces parties dûment renseignées et signées, elles constituent, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, la demande d'aide aux investissements viti-vinicoles.

Transmettez un original de ce formulaire au service territorial FranceAgriMer de la région de chacun des sites concernés, notamment si les sites se situent dans des régions différentes et conservez un exemplaire.

### PARTIE N°1/2 - Enregistrement de la demande

#### Cadre réservé à l'administration

N° de dossier : \_\_\_\_\_ Date de réception : \_\_\_\_\_ (jj/mm/aa)

Demande simplifiée  Demande approfondie

#### 1-1 IDENTIFICATION DU DEMANDEUR (Les informations à fournir se rapportent au bénéficiaire de l'aide)

N° SIRET : \_\_\_\_\_ (du siège social) N° CVI (pour les exploitations)

attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

entreprise en cours d'immatriculation (le justificatif devra être fourni le plus rapidement possible)

#### Veillez cocher la case correspondante

STATUT JURIDIQUE : \_\_\_\_\_

Entreprise individuelle, SARL, SA, SCI, SNC, autres types de sociétés ou de structures juridiques...

Type d'entreprise :  Cave particulière  Cave coopérative  Négoce

Pour une exploitation agricole :  Exploitant individuel  Propriétaire non exploitant  Autres \_\_\_\_\_ (préciser)

GAEC  EARL  SCEA

RAISON SOCIALE du demandeur : \_\_\_\_\_

APPELLATION COMMERCIALE du demandeur : (le cas échéant) \_\_\_\_\_

NOM du représentant légal : \_\_\_\_\_

Prénom du représentant légal : \_\_\_\_\_

NOM, Prénom du responsable du projet (si différent) \_\_\_\_\_

Fonction du responsable du projet : \_\_\_\_\_

#### 1-2 COORDONNÉES DU SIÈGE SOCIAL DU DEMANDEUR

Ces coordonnées sont nécessaires à l'envoi des différents courriers qui vous seront adressés

Adresse : \_\_\_\_\_  
permanente du demandeur

Code postal : \_\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_

Téléphone fixe : \_\_\_\_\_ Téléphone portable professionnel : \_\_\_\_\_

N° de télécopie : \_\_\_\_\_ Mél : \_\_\_\_\_

### 1-3 TYPE DE DEMANDE

Veillez cocher la case correspondant au type de demande présentée

- demande approfondie
- si demande approfondie, je m'engage à contacter rapidement ma banque pour  Nom de la banque contactée (facultatif): \_\_\_\_\_  
réaliser la garantie de bonne fin (cochez la case suivante)
- demande simplifiée (uniquement pour un projet d'investissement dans **du matériel, hors bâtiment**, pour un montant d'investissement inférieur à 200 000 euros et avec une durée de réalisation limitée à 1 an après le date de l'accusé réception autorisant le démarrage des travaux)

### 1-4 CARACTERISTIQUES DU DEMANDEUR

Données de l'entreprise (dernier exercice clos) :

Effectifs (UTA*)	Chiffre d'affaires** (€)	Total du bilan** (€)	Capital social** (€)	volume produit** (hL)	Superficie cultivée en

\* Unité de travail annuel : travail accompli par une personne à temps plein durant une année. Prendre en compte les travailleurs saisonniers. Si les comptes consolidés ne font pas apparaître l'effectif, le calcul de celui-ci s'effectue par addition de l'effectif de toutes les entreprises avec lesquelles elle est liée (cf. annexe 5 de la Décision)

Taille de l'entreprise consolidée (cochez la case et complétez la déclaration sur la taille de l'entreprise en annexe 5 de la Décision)

- Petite & Moyenne Entreprise (PME)** (entreprises réalisant moins de 50 000 000€ de chiffre d'affaires\*\* ou dont le total du bilan est inférieur à 43 000 000€\*\*, et employant moins de 250 salariés\*\*)
- Entreprise Intermédiaire** (entreprises réalisant moins de 200 000 000€\*\* de chiffre d'affaires et/ou employant moins de 750 salariés\*\*)

\*\* Ces données s'entendent consolidées avec les éventuelles entreprises partenaires ou liées, selon les modalités définies dans l'annexe 1 du règlement général d'exemption par catégorie n°800/2008 du 6 août 2008, et résumés dans l'annexe 2 de la Décision.

### 1-5 CARACTERISTIQUES DU DEMANDEUR POUVANT DONNER LIEU À UN TAUX D'AIDE AUGMENTÉ

#### a) Demandeur jeune agriculteur ou nouvel installé

Cochez *uniquement* si votre projet rentre dans les conditions des paragraphes 4.1 a) de la Décision

→ **"Je suis installé à titre individuel"** :

Ma demande correspond aux critères du jeune agriculteur ou nouvel installé<sup>1</sup> :  OUI  NON

OU

→ **"Je suis installé sous forme sociétaire"** (E.A.R.L., S.C.E.A....) :

Au moins un tiers des associés exploitants est jeune agriculteur ou un nouvel installé<sup>1</sup> :  OUI  NON

Si oui, renseignez le tableau suivant :

NOM et Prénom des associés	Statut d'exploitant	N°MSA ou SIRET	Date de naissance (jj/mm/aa)	JA ou nouvel installé	Date d'installation	Projet inscrit dans votre plan de développement JA <sup>2</sup>
Associé n°1	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Associé n°2	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
<Ajouter associé>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

<sup>1</sup> Seront considérés comme « jeunes agriculteurs » ou « nouveaux installés » les personnes physiques exploitant à titre individuel (hors formes sociétaires) remplissant, à la date de dépôt de la demande, au moins une des conditions suivantes :

- une étude prévisionnelle d'installation (EPI) ou un plan de développement d'exploitation (PDE) agréés par le Préfet, est en cours d'exécution à la date de dépôt de la demande d'aide,
- le demandeur a moins de 40 ans à la date de dépôt de la demande d'aide et a bénéficié antérieurement des aides à l'installation (dotation jeune agriculteur et/ou prêts MTS-JA), même si l'EPI ou le PDE ne sont plus en cours d'exécution.
- le demandeur répond aux conditions 2 à 4 de l'article D343-4 du code rural et de la pêche maritime (voir annexe 10 de la décision du Directeur Général; Pour les bénéficiaires sous forme sociétaire (hors caves coopératives), sera considéré comme « jeune agriculteur » ou « nouvel installé », le bénéficiaire dont au minimum un tiers des associés est exploitant et jeune agriculteur ou nouvel installé, au sens de l'alinéa précédent.

<sup>2</sup>En aucun cas il ne peut y avoir cumul pour un même investissement de prêts bonifiés et de l'aide à l'investissement de l'OCM vitivinicole

#### b) Investissement collectif ou lié à la restructuration de plusieurs opérateurs

Cochez *uniquement* si votre projet rentre dans les conditions des paragraphes 4.1b), 4.1.c), 4.1.d) de la Décision

oui  non

Si oui, précisez les différentes opérateurs et l'objectif de la restructuration/union :

	NOM	SIRET	Date	Objectif
Opérateur 1				
Opérateur 2				
<Ajouter>				

## 1-6 CARACTERISTIQUES DU PROJET

**a) Nature et descriptif succinct du projet** (*intitulé, présentation synthétique de l'opération, objectifs*) : à détailler en partie 2 du formulaire

**b) Localisation du site n°1 du projet :**  Cochez la case ci-contre, si identique à l'adresse du demandeur

Sinon, précisez l'adresse du site 1 du projet : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Commune : \_\_\_\_\_

Bassin viticole : \_\_\_\_\_

N° SIRET : \_\_\_\_\_

**Localisation du site n°2, le cas échéant :**

adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Commune : \_\_\_\_\_

Bassin viticole : \_\_\_\_\_

N° SIRET : \_\_\_\_\_

**Si le projet concerne plus de deux sites, compléter l'annexe spécifique aux projets multisites.**  
**Veillez dans le cas de projets multisites à présenter une copie du dossier par région administrative**

**c) Projet comprenant des travaux en bâtiment de :**

Construction d'un bâtiment neuf pour la production de vin

Construction d'un bâtiment neuf pour le caveau

Rénovation d'un bâtiment

Création d'un caveau dans un bâtiment existant

Surface du bâtiment de production concerné par le projet : \_\_\_\_\_ m<sup>2</sup>

Surface du caveau concerné par le projet : \_\_\_\_\_ m<sup>2</sup>

Le cas échéant, indiquez le n° de site du caveau de votre projet (cf. point b) : site n° \_\_\_\_\_

**d) Calendrier prévisionnel du projet**

Date prévisionnelle de début de projet : \_\_\_\_\_ (mois, année)

Date prévisionnelle de fin de projet : \_\_\_\_\_ (mois, année)

## 1-7 CARACTERISTIQUES DES EQUIPEMENTS SPECIFIQUES POUVANT DONNER LIEU À UN TAUX D'AIDE AUGMENTÉ

Cochez les correspondantes (plusieurs choix possibles) et le cas échéant précisez la nature et le montant de l'investissement :

	Descriptif de l'investissement	Montant en € (si connu)
<input type="checkbox"/> Matériel pour la filière de fabrication de moûts concentrés	<Ajouter>	
	<Ajouter>	
<input type="checkbox"/> Matériel innovant (se référer à l'annexe 9 de la Décision)	<Ajouter>	
	<Ajouter>	
<input type="checkbox"/> Matériel améliorant l'impact environnemental de l'outil de production	<Ajouter>	
	<Ajouter>	
<input type="checkbox"/> Isolation du bâtiment de production	<Ajouter>	

**1-8 DEPENSES ET RECETTES PREVISIONNELLES DU PROJET**

<b>a) Total des dépenses prévisionnelles (compléter selon les différentes catégories d'investissements répertoriés en annexe 1 de la Décision)</b>				
Atelier	Nature de l'investissement (comprenant les investissements spécifiques à taux d'aide augmenté)	Code	site 1	site 2, le cas échéant
			Montant prévisionnel en € ☐ HT <sup>1</sup> ☐ TTC	
Bâtiment de production	Construction et aménagements intérieurs	Bât		
	Rénovation et aménagements intérieurs	renov		
	Aménagements extérieurs (non éligible)	ext		
Caveau	Construction et aménagements intérieurs	bât cav		
	Rénovation	renov cav		
	Aménagements extérieurs (non éligible)	ext cav		
Equipements	Vinification	vinif		
	Conditionnement	cond		
	Commercialisation	comm		
Autres	Logiciels et ordinateurs	Log		
	Frais d'études et d'ingénierie	Etudes		
	Divers et imprévus (non éligible)	Div		
<b>TOTAL des dépenses prévues par site</b>		Totdép	- €	- €
<b>(A)*</b>	<b>TOTAL des dépenses du projet (site 1 + site 2)</b>			- €

Totdép = Bât + renov + ext + bât cav + renov cav + ext cav + vinif + cond + comm + Log + Etudes + Div  
 (A)\* = Totdép site 1 + Totdép site 2

<b>b) Recettes prévisionnelles venant en déduction des dépenses éligibles<sup>2</sup></b>			
Recette prévue (nature de l'immobilier ou matériel revendu)	Code	site 1	site 2, le cas échéant
		Montant prévisionnel en € ☐ HT <sup>1</sup> ☐ TTC	
Reprise de matériel en lien avec le projet d'investissement	Rep		
Vente de machines ou matériels subventionnés antérieurement et non encore amortis	Ven		
Location à un tiers des bien subventionnés	Loc		
Revente d'énergie à un tiers	Ene		
<Ajouter>			
<b>TOTAL des dépenses prévues par site</b>		Totrec	- €
<b>(B)**</b>	<b>TOTAL des recettes prévues du projet (site 1+site 2)</b>		- €

Totrec = Rep + Ven + Loc + Ene  
 (B)\*\* = Totrec site 1 + Totrec site 2

<b>c) Calcul du montant éligible total du projet :</b>	
<b>(C)***</b>	<b>TOTAL des dépenses éligibles du projet* (site1 + site2)</b> - €

\*\*\* (C) = (A) - (B) - ext - ext cav - Div

**\*Il est rappelé que le montant des dépenses éligibles doit être estimé au plus près dans la mesure où il détermine le montant de l'aide demandée en page suivante de ce formulaire.**

<sup>1</sup> Veuillez cocher la case correspondante. Attention : seuls les demandeurs qui ne récupèrent pas la TVA peuvent présenter des dépenses et des recettes TTC. Une attestation de l'administration compétente devra être présentée.

<sup>2</sup> Constitue une reprise ou recette à déduire et doit donc figurer dans le cadre B :

- les cessions d'actifs directement liés à l'opération
- les cessions d'actifs non encore amortis
- les cessions d'actifs pour lesquels le propriétaire n'est pas libéré de ses engagements précédents vis à vis des financements publics (actifs qui ont bénéficié d'une subvention pour laquelle la période d'obligation de conservation est encore en vigueur)
- les recettes ne résultant pas de l'activité commerciale normale de l'entreprise

Attention : FranceAgriMer peut déduire du montant du projet toute recette résultant de la cession d'actifs et non mentionnée dans la demande d'aide, si il estime que cette recette fait partie intégrante du projet subventionné.

## 1-9 PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financeurs sollicités	Montant en €
<b>Je demande une aide* à FranceAgriMer, dans le cadre de l'aide aux investissements vitivinicoles (UE - FEAGA), d'un montant de :</b>	
Autres financeurs publics sollicités pour ce projet**	
<Ajouter autres financeurs publics>	
Sous-total des financeurs publics	- €
Apports en fonds propres ou comptes courants	
Recettes prévisionnelles (cf. page 4-b)	
Capacité d'autofinancement	
Emprunts	
Sous-total du financement privé	- €
<b>TOTAL du financement prévisionnel = TOTAL coût projet cf. (A) page 4</b>	- €

**\*Il est rappelé que la réservation de l'enveloppe est réalisée à partir du montant d'aide demandé ici. Le montant de l'aide accordé ne pourra être supérieur à ce montant.**

\*\* On entend par autres financeurs publics, tout financement autre que l'aide à l'investissement demandée ici. Exemple :Etat, Région, Département, Communes, Agence de l'eau

## 1-10 AIDES PUBLIQUES DEJA REÇUES

Liste des aides publiques perçues au cours des 3 années précédant la demande :

Financier	Date	Investissement financé	Montant de l'aide en €	Dont montant versé au titre du De MINIMIS

## 1-11 CRITERES DE RECEVABILITE A PRIORI

### a) Situation à l'égard de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE\*), dont traitement des effluents :

\*Pour obtenir le récépissé ICPE (catégorie 2251 ou 2260) veuillez vous rapprocher de la préfecture de votre département

• Veuillez indiquer si votre entreprise (veuillez cocher l'une des 3 cases suivantes) :

Relève de l'autorisation d'exploiter délivrée par la préfecture. Date de l'autorisation : \_\_\_\_\_ (jj/mm/aa)  
(Capacité de production > 20 000 hL)

Relève de la déclaration en préfecture. Date de la déclaration : \_\_\_\_\_ (jj/mm/aa)  
(Capacité de production comprise entre 500 hL et 20 000 hL)

Ne relève pas de l'un des deux régimes précédents  
(Capacité de production < 500 hL)

• L'investissement va-t-il entraîner une modification de la situation de l'entreprise vis à vis de la réglementation ICPE ?  OUI  NON

• Si oui : laquelle ? \_\_\_\_\_  
Avez-vous déposé un dossier de demande de régularisation auprès du service compétent ?  OUI  NON

• Avez-vous fait l'objet, dans les 2 ans précédant la demande, d'un procès verbal de constat d'infraction, ou d'une mise en demeure pour non respect de la réglementation en matière de respect de l'environnement... ?  OUI  NON

• Si oui, les anomalies constatées ont-elles été corrigées ?  OUI  NON

### b) Situation à l'égard de la réglementation en matière d'hygiène alimentaire

• Avez-vous fait l'objet, dans les 2 ans précédant la demande, d'un procès verbal de constat d'infraction, ou d'une mise en demeure pour non respect de la réglementation en matière d'hygiène alimentaire... ?  OUI  NON

• si oui, les anomalies constatées ont-elles été corrigées ?  OUI  NON

**Veillez lire attentivement les engagements ci-dessous et cocher les cases adaptées à votre situation :**

- Je demande (nous demandons) à bénéficier d'une aide dont le montant figure en page 5** dans le cadre du dispositif d'aides aux investissements viti-vinicoles dans le cadre du dispositif d'aides 2014-2018 aux investissements de l'OCM viti-vinicole

**J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :**

- N'avoir pas sollicité une autre aide que les aides indiquées sur cette demande pour le même projet,
- Etre à jour de mes obligations fiscales, sociales et environnementales
- Ne pas être en cours de procédure collective (redressement ou liquidation judiciaire, mandat ad'hoc)
- Que le projet pour lequel la subvention est sollicitée n'a reçu aucun commencement d'exécution (signature de bon de commande, approbation de devis, ordre de service ...) et de réalisation des travaux avant la date de dépôt de la demande d'aide, à l'exception de la réalisation d'études préalables
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,

Le cas échéant, j'atteste (nous attestons) : (cochez la case uniquement si les dépenses prévisionnelles sont présentées TTC)

- Ne pas récupérer la TVA, ni en intégralité, ni partiellement par le biais du FCTVA

**Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :**

- À ce que le projet pour lequel la subvention est sollicitée ne reçoive aucun commencement d'exécution (signature de bon de commande, approbation de devis, ordre de service, acompte...) et de réalisation des travaux avant la réception d'un accusé réception de la demande d'aide autorisant le démarrage des travaux.
- À transmettre une déclaration de début de travaux aux services instructeurs.
- À démarrer les travaux en respectant la réglementation sur les permis de construire (en particulier les articles R\*424-16 à 23 du code de l'urbanisme)
- À ne pas solliciter, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet », et notamment, pour les exploitations agricoles, de prêts bonifiés,
- À respecter le taux maximal d'aides publiques autorisé dans les dispositifs d'aide à l'investissement, à savoir 40% pour les PME et 20% pour les entreprises intermédiaires, sauf aide d'Etat complémentaire spécifique où cumul des subventions est alors plafonné par le taux d'aide du régime d'aide d'Etat.
- À permettre ou faciliter l'accès à mon (notre) entreprise aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements sollicités,
- À poursuivre mon (notre) activité et à conserver l'investissement pendant 5 ans après la date de fin de travaux, dans le même site, en état fonctionnel et pour un usage identique, sans modification importante des conditions de propriété; et à signaler immédiatement à FranceAgriMer tout changement significatif durant cette période. Dans le cas d'un matériel mobile, le bénéficiaire s'engage à respecter la liste des sites d'utilisation du matériel, transmise à FranceAgriMer en complément de la demande d'aide et à informer FranceAgriMer de toute modification de cette liste.
- À détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente durant les cinq années civiles suivant celle au cours de laquelle le versement du solde de l'aide est intervenu : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles...

**Je demande (nous demandons) une aide pour la création ou l'aménagement d'un caveau. Je m'engage (nous nous engageons) aussi, sous réserve de l'attribution de l'aide :**

- À ce que la vente des vins représente 100% du chiffre d'affaires du caveau aidé, dont au minimum 80% sont issus de sa production ou de la production des entreprises liées et au minimum jusqu'à 5 ans après la date de fin de travaux.
- À être en capacité de tenir une comptabilité permettant d'identifier les factures relatives aux achats et ventes du caveau, et de la fournir en cas de contrôle.
- À détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente durant les cinq années civiles suivant celle au cours de laquelle le versement du solde de l'aide est intervenu : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, factures relatives aux achats et ventes du caveau...

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration, (Veuillez cocher la case correspondant à votre choix)

- j'autorise (nous autorisons)
- je n'autorise pas (nous n'autorisons pas)<sup>(2)</sup>

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

<sup>(2)</sup> Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide.

Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

**IMPORTANT :**

**Je suis informé(e) (nous sommes informés) :**

- qu'en cas d'irrégularité, de fausse déclaration ou si je ne respecte pas (nous ne respectons pas) mes (nos) engagements, je devrais (nous devrions) rembourser les sommes perçues, majorées d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières. Je pourrais (nous pourrions) également être poursuivi(s) et sanctionné(s) sur la base des textes en vigueur.

- que, conformément au règlement communautaire n° 259/2008, l'Etat publiera au moins une fois par an, sous forme électronique ou sous une autre forme, la liste des bénéficiaires recevant une aide du FEADER et du FEAGA et le montant des fonds publics qui sont alloués à ces actions. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » ((loi n°78-17 modifiée du 6 janvier 1978)

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_ (jj/mm/aa)

Fonction et signature(s) du demandeur avec le cachet de l'entreprise:

(du représentant légal en cas de formes sociétaires)

**1-13 LISTE DES PIÈCES À JOINDRE À VOTRE DEMANDE**
*En fonction du contenu de votre dossier, veuillez cocher les cases correspondantes*

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Sans objet ou déjà fourni
<b>Pièces minimales nécessaires à l'enregistrement de la demande et la délivrance de l'autorisation de commencer les travaux</b>			
Exemplaire original de la partie 1 du présent formulaire de demande d'aide complété avec signature et cachet	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Un original de l'extrait Kbis daté de moins de 6 mois	Si le demandeur est une forme sociétaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation d'exploitant à titre principal (AMEXA, ...)	Si le demandeur est un exploitant à titre individuel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de respect des obligations communautaires (AROC) de la campagne précédant à campagne de dépôt de la demande (et si possible celle de la campagne de dépôt)	Tous sauf entités assurant des prestations de service (CUMA, GIE... etc...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Annexe Multisite complétée	Demande concernant plus de deux sites	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Annexe Matériel mobile	Si le demandeur est une C.U.M.A. ou autre demandeur ayant fait une dérogation pour du matériel mobile	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Pour le cas de de projet multisite, une copie du dossier a été fournie à chaque service territorial de FranceAgriMer des régions administratives concernées par le projet</b>			
<b>Pièces minimales nécessaires à la complétude de la demande (date limite d'envoi de l'intégralité des pièces au 31 mai 2013)</b>			
Partie 2 du formulaire, pages 1 à 4, (version papier obligatoire et si possible une version informatique)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Annexe financière 1 du formulaire : ratios financiers	Projet <b>inférieur</b> à 3 000 000 € d'investissements	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Annexe financière 2 A : Comptes de résultat passés et prévisionnels de l'entreprise (fichier Excel fourni)	Projet <b>supérieur</b> à 3 000 000 € d'investissements	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Annexe financière 2 B : tableau - emplois - ressources (fichier Excel fourni)	Projet <b>supérieur</b> à 3 000 000 € d'investissements	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Annexe financière 2 C : Haut de bilan (fichier Excel fourni)	Projet <b>supérieur</b> à 3 000 000 € d'investissements	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Comptes de bilan et de résultat (liasses fiscales des 3 derniers exercices fiscaux)	Projet <b>supérieur</b> à 200 000 € d'investissements	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire (RIB)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3 dernières déclarations de récolte ou de production	Toutes les exploitations agricoles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces justificatives détaillées des dépenses prévisionnelles (devis, attestations, ...)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé déclaration ou autorisation relative aux installations classées (réglementation ICPE)	Ateliers de vinification ayant une capacité > 500 hl	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation sur l'honneur du respect des réglementations environnementales	Ateliers de vinification ayant une capacité < 500 hl	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Déclaration relative à la taille des entreprises (annexe 5)	Groupe ou filiale de groupes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Permis de construire ou dépôt de demande	Demande "approfondie" - si construction/rénovation de bâtiments	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan de masse détaillé et calcul des surfaces validé par l'architecte	Demande "approfondie" - si construction/rénovation de bâtiments	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Photos et plan du site avant travaux	Demande "approfondie" - si construction/rénovation de bâtiments	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Caution pour le versement d'une avance correspondant à 22% du montant de l'aide demandée	Demande "approfondie"	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Caution de garantie de bonne fin correspondant à 28% du montant de l'aide demandée	Demande "approfondie"	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de non récupération de la TVA	Si les dépenses prévisionnelles sont présentées TTC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Pour les demandes de taux augmenté :</b>			
Document justifiant le statut de JA ou de nouvel installé : - copie de carte d'identité - Kbis (ou statuts) précisant que le demandeur est exploitant à titre principal Ainsi que, selon la situation du demandeur : - soit document attestant de TEPI ou PDE agréés par le Préfet en cours - soit attestation a bénéficié d'une aide à l'installation (si moins de 40 ans) - soit en l'absence de ces documents les justificatifs suivants : - Attestation d'assujettissement au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles - Attestation de diplôme agricole comme précisé dans la Décision du Directeur Général de FranceAgriMer point 5.3	Si l'opérateur est un JA ou nouvel installé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Traités de fusion, statuts, procès-verbal de ratification des AGE justifiant d'une opération de restructuration	Si le projet correspond à une restructuration de plusieurs opérateurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Traités de fusion, statuts, procès-verbal de ratification des AGE justifiant le regroupement en Union	Si le projet correspond au regroupement en Union de deux ou plusieurs caves coopératives	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Procès-verbal de la création de la structure collective	Si le projet est porté par la structure collective	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Devis du matériel pour la production de MC/MCR, permettant d'enrichir les moûts, ou l'enrichissement par soustraction	Si investissement réalisé permet de construire une filière de fabrication de moût concentré/moût concentré rectifié (MC/MCR) en France ou favorise des alternatives à l'enrichissement par MC/MCR ou par sucrage à sec	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Devis d'investissements d'innovation	Si investissement d'innovation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Devis d'isolation du bâtiment	Si investissements améliorant l'impact environnemental de l'outil de production	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Pour le cas de de projet multisite, une copie du dossier a été fournie à chaque service territorial de FranceAgriMer des régions administratives concernées par le projet</b>			

**Site 3**

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_

Bassin : \_\_\_\_\_ N° SIRET \_\_\_\_\_

Montant du projet présenté \_\_\_\_\_

Montant de l'aide demandée \_\_\_\_\_

**Site 4**

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_

Bassin : \_\_\_\_\_ N° SIRET \_\_\_\_\_

Montant du projet présenté \_\_\_\_\_

Montant de l'aide demandée \_\_\_\_\_

**Site 5**

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_

Bassin : \_\_\_\_\_ N° SIRET \_\_\_\_\_

Montant du projet présenté \_\_\_\_\_

Montant de l'aide demandée \_\_\_\_\_

**Site 6**

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_

Bassin : \_\_\_\_\_ N° SIRET \_\_\_\_\_

Montant du projet présenté \_\_\_\_\_

Montant de l'aide demandée \_\_\_\_\_

PROJET NE PAS REMPLIR

**DEMANDE MULTISITE Page 2**

**a) Total des dépenses prévisionnelles**

Atelier	Nature de l'investissement (y compris les investissements spécifiques à taux d'aide augmenté)	Code	Montant prévisionnel en €			
			Site 3	Site 4	Site 5	Site 6
Bâtiment de production	Construction et aménagements intérieurs	Bât				
	Rénovation et aménagements intérieurs	renov				
	Aménagements extérieurs (non éligible)	ext				
Caveau	Construction et aménagements intérieurs	bât cav				
	Rénovation	renov cav				
	Aménagements extérieurs (non éligible)	ext cav				
Equipements	Vinification	vinif				
	Conditionnement	cond				
	Commercialisation	comm				
Autres	Logiciels et ordinateurs	Log				
	Frais d'études et d'ingénierie	Etudes				
	Divers et imprévus (non éligible)	Div				
<b>TOTAL des dépenses prévues par site</b>		Totdép				

**(A)\***

**TOTAL des dépenses du projet**

Totdép = Bât + renov + ext + bât cav + renov cav + ext cav + vinif + cond + comm + Log + Etudes + Div

(A)\* = Totdép site 1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6

**b) Recettes prévisionnelles venant en déduction des dépenses éligibles)<sup>2</sup>**

Recette prévue (nature de l'immobilier ou matériel revendu)	Code	Montant prévisionnel en €			
		Site 3	Site 4	Site 5	Site 6
Reprise de matériel	Rep				
Vente de machines ou matériels subventionnés antérieurement et non encore amortis	Ven				
Location à un tiers des bien subventionnés	Loc				
Revente d'énergie à un tiers	Ene				
<Ajouter>					
<b>TOTAL des dépenses prévues par site</b>	Totrec	- €	- €	- €	- €

**(B)\*\***

**TOTAL des recettes prévues du projet**

Totrec = Rep + Ven + Loc + Ene

(B)\*\* = Totrec site 1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6

**c) Calcul du montant éligible total du projet :**

**(C)\*\*\***

**TOTAL des dépenses éligibles du projet**

\*\*\*(C) = (A) - (B) pour chaque site - ext - ext cav - Div

**A compléter pour chaque site de vinification**

**CRITERES DE RECEVABILITE A PRIORI**

**a) Situation à l'égard de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).**

• Veuillez indiquer si votre entreprise (veuillez cocher l'une des 3 cases suivantes) :

Relève de l'autorisation d'exploiter délivrée par la préfecture. Date de l'autorisation \_\_\_\_\_ (jj/mm/aa)  
(Capacité de production > 20 000 hL)

Relève de la déclaration en préfecture. Date de la déclaration \_\_\_\_\_ (jj/mm/aa)  
(Capacité de production comprise entre 500 hL et 20 000 hL)

Ne relève pas de l'un des deux régimes précédents  
(Capacité de production < 500 hL)

• L'investissement va-t-il entraîner une modification de la situation de l'entreprise vis à vis de la réglementation  OUI  NON

• Si oui : laquelle ? \_\_\_\_\_

Avez-vous déposé un dossier de demande de régularisation auprès du service compétent ?  OUI  NON

• Avez-vous fait l'objet, dans les 2 ans précédant la demande, d'un procès verbal de constat d'infraction, ou d'une mise en demeure pour non respect de la réglementation en matière de respect de l'environnement... ?  OUI  NON

• Si oui, les anomalies constatées ont-elles été corrigées ?  OUI  NON

**b) Situation à l'égard de la réglementation en matière d'hygiène alimentaire**

• Avez-vous fait l'objet, dans les 2 ans précédant la demande, d'un procès verbal de constat d'infraction, ou d'une mise en demeure pour non respect de la réglementation en matière d'hygiène alimentaire... ?  OUI  NON

• si oui, les anomalies constatées ont-elles été corrigées ?  OUI  NON

**ANNEXE ATTESTATION MATERIEL MOBILE CUMA**

Je, soussigné(e) \_\_\_\_\_

Représentant légal de la CUMA \_\_\_\_\_

**Atteste** que le matériel mobile suivant : \_\_\_\_\_  
pour lequel je demande une aide à l'investissement, est amené à être déplacé entre les différents sites des adhérents-participants.

**Je m'engage** à déplacer le matériel mobile pré-cité uniquement entre les sites de vinification des adhérent participant à la CUMA, dont les coordonnées sont précisées ci-dessous, et le lieu de stockage du matériel, pendant 5 ans après la date de fin de travaux, c'est-à-dire après la date d'émission de la dernière facture présentée dans le cadre de la demande de versement du solde.  
Je m'engage à informer FranceAgriMer de tout changement ayant un impact sur l'utilisation de ce matériel mobile, et ce jusqu'à 5 ans après la date de fin de travaux.

**Je suis informé** que des contrôles pourront être réalisés à tout moment par FranceAgriMer ou par tout autre organisme mandaté à cet effet pour contrôler l'existence et l'utilisation des différents sites de vinification listés ainsi que la localisation du matériel subventionné.

Je précise que lorsqu'il ne sera pas utilisé, le matériel sera stocké à l'adresse indiquée ci-dessous :

**Adresse de stockage :**

Code postal : \_\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_

Je joins la **liste exhaustive** des sites des adhérents-participants où le matériel est susceptible d'être déplacé.

**Liste des adhérents-participants à la CUMA**

	NOM et Prénom de l'adhérent participant	N° SIRET	Adresse du siège social de l'adhérent	Adresse du site de vinification sur lequel est déplacé le matériel
n°1				
n°2				
n°3				
n°4				
n°5				
n°6				
n°7				
n°8				
n°9				
n°10				
n°11				
n°12				
n°13				
n°14				
n°15				
n°16				
n°...				

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_ (jj/mm/aa)

Fonction et signature(s) du demandeur avec le cachet de l'entreprise: